



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 513 9 €

- PORTRAITS : (p.1-2,6-7)
S. LECORNU, F. BRAUN,
Y. BRAUN-PIVET
- POLITIQUE : (p.3-4,8-9)
- LOBBIES : (p.5)
- KIOSQUE : (p.10-11)
- POLITIQUEMENT
INCORRECT : (p.12)

INDEX

Abisror D.	p.5	Haass R.	p.5
Ansideri J.	p.9	Hirsch M.	p.9
Attali J.	p.4	Jouyet J.-P.	p.4
Azoulay J.	p.4	Knaout R.	p.9
Barbat-Layani M.-A.	p.9	Knobloch I.	p.10
Benabderrahmane T.	p.3	Korman C.	p.10
Bokobza J.	p.3	Koum J.	p.5
Bousquet-Bérard C.	p.6	Lacoin C.	p.3
Braun F.	p.6	Lagumina S.	p.4
Braun-Pivet Y.	p.7	Lecornu S.	p.1
Briens M.	p.8	Morel A.	p.5
Burguburu J.	p.10	Müller G.	p.4
Cann Y.-M.	p.4	Pécresse J.	p.8
Castex J.	p.3	Peyroux T.	p.5
Chaker L.	p.3	Pivet E.	p.7
Chenu S.	p.10	Raspal N.	p.3
Chergé G. de	p.1	Rémond L.	p.8
Clavière D.	p.9	Ribadeau-Dumas O.	p.4
Combrexelle J.-D.	p.8	Ros P.	p.5
Crémiers H. de	p.1	Salomon J.	p.3
Darmanin G.	p.1	Seban S.	p.9
Denormandie J.	p.3	Sifaoui M.	p.10
Dilé C.	p.4	Signor L.	p.10
Drabi P.	p.10	Touboul C.	p.8
Englebert P.	p.4	Treiner S.	p.4
Fort S.	p.4	Vial M.	p.4
Galharague R.	p.8	Zajdenweber A.	p.4

PORTRAITS S. LECORNU, F. BRAUN, Y. BRAUN-PIVET

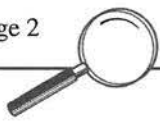
Voici les portraits de Sébastien Lecornu, ministre des Armées dans le contexte de la montée des tensions en Europe, et de François Braun ministre de la Santé qui a d'ores et déjà exclu la réintégration des 15 000 soignants non-vaccinés. Pour compléter, une enquête sur l'énigmatique Yaël Braun-Pivet, quatrième personnage de l'État, qui, depuis le perchoir de l'Assemblée nationale, se pose en arbitre des élégances démocratiques...

LECORNU Sébastien. Ministre des Armées. Homme politique, né Sébastien, Pierre, Thierry Lecornu le 11 juin 1986 à Eaubonne (Val-d'Oise). Célibataire endurci racontant avoir envisagé d'entrer dans les ordres, il est le fils unique de Jean-Pierre Lecornu, technicien aéronautique à l'usine Safran Aircraft Engines de Vernon (Eure) et de Martine Rousseau, secrétaire médicale. D'origine modeste, issu d'une famille enracinée aux confins du Pays d'Auge et du Pays d'Ouche (et non pas dans le Vexin comme le laisse penser son implantation politique), il a inauguré, en 2018 à Meulles (Calvados), une rue Daniel Rousseau, du nom de son grand-oncle, membre du réseau Buckmaster (actions de sabotage pilotées par les services secrets britanniques), fusillé par les Allemands, le 8 juin 1944.

Ayant rejoint l'UMP pendant sa scolarité à l'établissement privé catholique Saint-Adjutor, il fait la campagne d'Antoine Rufenacht aux élections régionales de 2004, puis, inscrit à Assas l'année suivante (il ne terminera pas son cursus), il devient le collaborateur parlementaire du député de la 5^e circonscription de l'Eure Franck Gilard (ancien membre du Club de l'Horloge), dont il sera le suppléant aux élections législatives de 2012. En 2005, lors de l'université d'été des Jeunes Populaires à La Baule, il se lie à Gérald Darmanin et sera le témoin de son premier mariage avec Morgane Jumez, aux côtés de Guy de Chergé, alors attaché parlementaire du député du Nord Christian Vanneste. Neveu d'Hilaire de Crémiers, figure de l'Action française et de la Restauration nationale, Guy de Chergé

ouvrira en 2008 les colonnes du mensuel royaliste *Politique magazine* à Gérald Darmanin (connu aux Frères Bourgeois) puis deviendra, à la suite de Laurent Dominati (le fils de Jacques Dominati), le plus proche collaborateur de Sébastien Lecornu dans l'Eure entre 2014 et 2020. C'est dans cette ambiance que d'aucuns qualifieraient rétrospectivement de « droite hors les murs », que Sébastien Lecornu se retrouve chargé de piloter l'implantation locale de Bruno Le Maire, parfait « techno », parachuté dans l'Eure en 2007 avec la bénédiction de son prédécesseur, le député-maire d'Évreux Jean-Louis Debré. Avec le titre de « conseiller aux affaires réservées » au sein de son cabinet ministériel, il devient l'homme de Bruno Le Maire dans ce département, essayant d'abord des revers aux municipales de 2008 et aux régionales de 2010, tout en mettant en place localement un véritable « système Le Maire », épurant sabre au clair la droite locale au nom du renouvellement. Sur les méthodes employées, on consultera le témoignage de l'ancien député Jean-Pierre Nicolas (*L'Eure de vérité*, Pollon, 2015) qui a raconté les pressions subies (dégradation de son véhicule, etc.).

Après le retour des socialistes au pouvoir, Sébastien Lecornu codirige la campagne de Bruno Le Maire pour la présidence de l'UMP, tout en cogérant Hémisphère Public (2013-2015), une société de conseil en communication et de formation des élus montée avec David Larbodie (Vernier Investissement), l'ancien directeur de cabinet de Jean-Louis Debré.



PORTRAITS

Signe de la précocité de **Sébastien Lecornu**, **Bruno Le Maire** ira jusqu'à le présenter comme son « mentor en politique » pendant la primaire de 2016. Il faut dire que le désormais apparatchik (il siège à la commission des recours qui valide l'élection de **Jean-François Copé** en 2012, devient secrétaire national de l'UMP en 2013, puis membre du bureau politique en 2015) maîtrise déjà parfaitement le double discours. **Timour Veyri**, élu PS à Évreux, explique en 2015 à la revue *Charles* qu'« en privé, il fait du Bayrou, mais dès qu'un micro se tend, on croirait de Villiers ! »

Ayant poussé vers la sortie l'ancien sénateur **Jean-Luc Miraux**, ce jeune-vieux archétypal, jouant d'une approche « bonhomme et pragmatique » (*Libération*, 30 mars 2015), est élu maire de Vernon face au socialiste **Philippe Nguyen Thanh** en 2014. Dans cette ville où il doit gérer la reconversion des sites industriels et militaires fermés au fil des ans, il devient, non-cumul des mandats oblige, premier adjoint et chef de la majorité municipale après son accession, en 2015, à la présidence du Conseil départemental de l'Eure. Cette fois-ci, c'est **Jean-Paul Legendre**, figure historique de l'opposition aux socialistes, qui a dû lui céder sa place en contrepartie d'une investiture aux élections législatives de 2017. À 29 ans, Sébastien Lecornu manie déjà toutes les vieilles ficelles. Tel ce recours aussi opportun que grotesque contre son élection avec 70 % face à un candidat FN qui lui permet de cumuler ses deux mandats, le temps de consolider son emprise sur la mairie de Vernon.

Remplacé à la présidence du département par le maire de Pacy-sur-Eure **Pascal Lehongre** lors de son entrée au gouvernement en 2017, il reprendra son siège après sa réélection en 2021, cumulant dès lors ce mandat avec son poste de ministre, grâce à une dérogation de l'Élysée. Un mandat qui lui vaut d'être, comme tant d'autres ministres, dans le viseur du Parquet national financier depuis mars 2019 (*AFP*, 13 janvier 2021) pour sa double casquette de président du Conseil départemental et d'administrateur de la Société des autoroutes Paris-Normandie (SAPN), une filiale de la Sanef, le groupe présidé par **Alain Minc**.

Dans l'Eure, où il s'est taillé un fief en se constituant un réseau d'amis et d'obligés, il restera le véritable maire de Vernon, le véritable président du département, le véritable maître de la fédération Les Républicains et de celle d'En Marche !. S'il n'a rien pu faire pour endiguer le raz-de-marée RN dans le département en 2022 (quatre circonscriptions sur cinq remportées par le parti de **Marine Le Pen**), il n'a pas oublié d' étoffer ses réseaux, notamment grâce à la présidence du Musée des Impressionnistes de Giverny, sa base arrière pour les relations publiques avec les appuis d'**Alain Missoffe**, héritier de la famille **Wendel** et gendre d'**Ernest-Antoine Seillière** ou encore de **Laurence des Cars**, la présidente du Musée du Louvre.

Devenu, à la suite de la primaire de 2016, le directeur de campagne adjoint de **François Fillon** auprès de **Patrick Stefanini**, il quitte le navire dès le 2 mars 2017 à l'annonce de la convocation du candidat LR par la justice en vue d'une mise en examen. Dans le sillage d'**Édouard Philippe** et de **Thierry Solère**, le « jeune expert de la politique à l'ancienne » (*Le Monde*, 1^{er} mars 2019) rebondit rapidement en entrant

au gouvernement. La légende veut qu'**Emmanuel Macron** ne l'aurait jamais rencontré avant le premier conseil des ministres. *Mediapart* a été relaxé des poursuites engagées par Sébastien Lecornu et **Gérald Darmanin** à la suite d'un article qui révélait qu'à peine entrés au gouvernement Philippe, les deux ministres avaient passé leurs vacances dans une villa ajaccienne de 180 m² louée 4000 euros la semaine à **Christelle Godani**, la compagne de **Gilbert Casanova**, figure du FLNC et du Mouvement pour l'autodétermination (MPA), condamné en 2010 dans une affaire de trafic de stupéfiants.

Exclu des Républicains en novembre 2017, la prise de guerre donne des gages et n'hésite pas à faire dans la surenchère avec son « frère » **Gérald Darmanin** : « "Le moment qui m'a fait basculer, c'est quand **Laurent Wauquiez** a évoqué le grand remplacement culturel, confie **Gérald Darmanin**. On ne peut pas simplement dire qu'on n'est pas d'accord avec ça. Il faut le combattre." [...] "C'est la résurgence d'une vieille droite que le gaullisme avait su tenir à l'écart pendant toute la V^e République et qui revient au galop, s'inquiète Sébastien Lecornu. Déjà, le Trocadéro, c'était inacceptable..." » (*JDD*, 25 novembre 2017).

Secrétaire d'État, il fait office d'œil de Moscou auprès de **Nicolas Hulot**. Son absence d'attribution permet de le faire intervenir sur n'importe quel dossier. C'est ainsi qu'il devient le ministre officieux de l'Énergie, s'occupant notamment de la fermeture de la centrale nucléaire de Fessenheim, de l'ouverture de l'EPR de Flamanville ou du projet d'enfouissement de déchets nucléaires Cigéo à Bure. À l'été 2018, est révélée son amitié avec **Alexandre Benalla**, l'homme à tout faire du couple Macron. Sébastien Lecornu a été son chef de peloton à la réserve de la gendarmerie entre 2010 et 2013, puis les deux sont restés en contact par l'intermédiaire du chauffeur de Sébastien Lecornu. Cette information fera remonter la levée de bouilliers au sein de l'Union nationale des personnels et retraités de la Gendarmerie, la principale association de gendarmes, lorsque Sébastien Lecornu avait été nommé colonel au titre des spécialistes de la réserve à l'automne 2017.

Coopté au club d'influence Le Siècle, promu ministre chargé des Collectivités territoriales auprès de **Jacqueline Gourault** (2018-2020), il se livre à un « florilège de mesquineries et de coups bas : il publie une tribune sans la lui soumettre, il convie la presse sans elle... On lui a prêté l'intention d'essayer de la débarquer. Lui se défend en disant qu'il n'y avait pas assez de travail pour deux » (*Le Monde*, 5 février 2022). « Lecornu, la calvitie naissante [...] paraît presque plus blanchi sous le harnois. Certains le voient en pilier de la franc-maçonnerie, incarnant jusqu'au bout des doigts la III^e République triomphante, celle des salles des fêtes et des sous-préfectures. Ce qui lui vaut d'être surnommé "président Larcher" par Édouard Philippe et **Gérald Darmanin** » (*Le Figaro Magazine*, 13 juillet 2018). « Homme à tout faire du gouvernement » (*Contexte*, 16 octobre 2018), il s'impose comme un interlocuteur quasi quotidien d'**Emmanuel Macron** lors de la révolte des Gilets jaunes, ce qui lui vaut, dès lors, l'inimitié de **Gabriel Attal**. Personnage tout en rondeurs, il animera et organisera, auprès d'**Emmanuelle Wargon**, le « grand débat national » (coût de l'opération : 12 millions d'euros) concocté parallèlement au pourrissement du mouvement.

(Suite page 6)>>



POLITIQUE

► Le relatif faux plat qu'offre l'actualité politique française et internationale donne l'occasion de dresser un bilan de la grande valse des chaises musicales, transferts, recasages, pantoufles et autres promotions survenues depuis le début du quinquennat.

► L'ancien ministre de l'Agriculture **Julien Denormandie** pantoufle chez Sweep (*chief impact officer*), la greentech spécialisée dans le conseil en « décarbonation » fondée par **Rachel Delacour** et son époux **Nicolas Raspal**. Il devient parallèlement *senior advisor* de Raise, le groupe d'investissement dirigé par **Clara Gaymard**, ancienne présidente de General Electric en France et par **Gonzague de Blignières**, ancien dirigeant de Barclays Private Equity Europe.

► Payant sa discrétion médiatique, **Cédric O**, ancien secrétaire d'État chargé du Numérique, atterrit à l'Agence spatiale européenne où il intègre le groupe qui doit redéfinir les objectifs de l'agence au printemps 2023.

► **Brigitte Bourguignon**, secrétaire médicale, ancienne élue socialiste franc-maçonne à Boulogne-sur-Mer (Pas-de-Calais), éphémère ministre de la Santé battue aux élections législatives en juin, est recasée à l'Inspection générale des affaires sociales au tour extérieur.

► Combinaison de l'effondrement de la fonction ministérielle et de l'absurdité de la « transparence » (c'est dans les deux cas le but recherché), la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (HATVP) interdit à l'ancienne ministre de la Culture **Roselyne Bachelot** de reprendre ses interventions sur France Musique mais ne voit rien à redire quant à ses cachetons sur BFMTV ou sur RTL comme « sociétaire » des *Grosses Têtes*.

► Dans le même ordre d'idées, la HATVP autorise l'ancien Premier ministre **Jean Castex** à rejoindre la RATP mais à condition qu'il « s'abstienne de toute démarche auprès des membres du gouvernement en exercice qui l'étaient également lorsqu'il était Premier ministre ». On est pris de vertige en imaginant un de ses prédécesseurs à la RATP, de **Michel Debré** à **Édouard Philippe** en passant par **Raymond Barre**, **Lionel Jospin** ou **Dominique de Villepin**... Jean Castex avait d'abord été nommé à la tête de l'Agence de financement des infrastructures de transports en France laissée libre par l'entrée au gouvernement du fantomatique **Christophe Béchu**.

► **Agnès Buzyn**, hématologue, ex-belle-fille de **Simone Veil** et ancienne ministre de la Santé, atterrit auprès de **Pierre Moscovici** à la Cour des Comptes (« conseillère maître en service extraordinaire »).

► À la suite de sa débâcle aux élections municipales de 2020 à Paris, **Agnès Buzyn** avait rebondi à la présidence de l'Académie de l'OMS où son départ libère par ce fait même une place pour le directeur général de la Santé **Jérôme Salomon**.

► **Annick Girardin**, conseillère d'éducation populaire et de jeunesse (CEPJ), ministre des Outre-Mer du premier quinquennat d'**Emmanuel Macron**, est recasée en tant qu'inspectrice générale de 1^{re} classe à l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche (IGESR), un corps destiné à disparaître avec la réforme de la haute fonction publique.

► **Emmanuelle Wargon**, fille de **Lionel Stoléru**, ancienne ministre du Logement, battue aux élections législatives, est recasée par décret d'**Emmanuel Macron** à la présidence de la Commission de régulation de l'énergie (salaire : 201000 euros par an), laissée libre par l'entrée du préfet **Jean-François Carenco** au gouvernement (ministre des Outre-Mer).

► **Ludovic Chaker**, mystérieux homme de l'ombre au parcours en demi-teinte (cf. *F&D* 498), premier secrétaire général de LREM, devenu conseiller du chef d'état-major particulier du président de la République, est nommé directeur adjoint à la délégation générale pour l'armement, chargé de l'« anticipation stratégique » (c'est-à-dire au même niveau que les ingénieurs de l'armement!). Également actionnaire de la start-up de cybersécurité Tehtris (étroitement liée à la DGSE) depuis 2020, Ludovic Chaker a vu dernièrement son nom apparaître dans l'affaire de chantage au PSG comme membre de l'entourage proche du lobbyiste **Tayeb Benabderrahmane** (*Libération*, 25 octobre 2022). À noter, son oncle, **Claude Atcher**, a été démis de l'organisation de la Coupe du monde de rugby qui doit se dérouler en France en 2023 après que ses pratiques ont été jugées « alarmantes » dans un rapport de l'Inspection du travail tandis que l'Inspection générale des finances mène une mission pour analyser d'éventuels conflits d'intérêts.

► **Clément Lacoïn**, ancien directeur adjoint du cabinet d'**Olivier Véran** au ministère de la Santé pantoufle chez SOS Santé (neuf hôpitaux, des services de soins infirmiers à domicile, des instituts de formation des aides-soignants, etc.), une filiale du Groupe SOS que préside **Jean-Marc Borello**, membre du premier cercle du couple présidentiel.

► **Joachim Bokobza**, ingénieur en chef des mines qui dirigeait le cabinet de **Franck Riester** à Bercy, rejoint BNP Corporate & Institutional Banking (CIB).



POLITIQUE

► Ancien de Goldman Sachs devenu conseiller «entreprises et attractivité» d'Emmanuel Macron à l'Élysée, **Philippe Englebert** voit **Jean-Noël Barrot** lui passer devant pour le secrétariat d'État chargé du Numérique. En conséquence, il rejoint le bureau parisien de la banque Lazard pour gérer les dossiers relatifs à la « tech ».

► **Claire Dilé**, cette ancienne assistante parlementaire de **Marielle de Sarnez**, devenue successivement lobbyiste de Facebook à Bruxelles puis coordinatrice politique sur les sujets numériques de la délégation Renaissance (macroniste) au Parlement européen, passe cette fois chez Twitter France en tant que directrice des affaires publiques, c'est-à-dire chargée du lobbying. Il faudra surveiller le sort que lui réserve **Elon Musk**.

► Réintégré au Conseil d'État, **Martin Hirsch**, dont le « bilan désastreux » à la tête de l'AP-HP a été dénoncé dans *Les Échos* par un collectif de médecins, devient vice-président exécutif de Galileo Global Education, un groupe de formation universitaire en ligne détenu par Thetys Invest, la famille **Bettencourt**, CPPI et Montagu.

► Galileo Global Education voit parallèlement arriver, comme administrateur indépendant, **Benoît Ribadeau-Dumas**, ancien directeur de cabinet d'**Édouard Philippe** à Matignon, aujourd'hui *partner* chez Exor, la holding de la famille **Agnelli** pour laquelle il a piloté la prise de 10% de l'Institut Mérieux.

► **Yves-Marie Cann**, spécialiste des études d'opinion à l'IFOP qui avait accompagné **Bernard Sananès** chez Elabe avant d'intégrer le cabinet d'**Agnès Pannier-Runacher** rejoint le bureau parisien de l'agence anglo-américaine de communication Finsbury Glover Hering (FGH) ouvert en 2021 par **Katharina Blumenfeld**, **Nathalie Falco** et **Géraldine Amiel**.

► Signataire de la tribune de Têtu pendant le procès délirant en « homophobie » contre **Caroline Cayeux**, **Yves-Marie Cann** retrouvera chez FGH **Sylvain Fort**, l'ancien conseiller discours d'Emmanuel Macron, qui avait rejoint Avisa Partners, la société d'influence d'**Arnaud Dassier**.

► Réintégré au Conseil d'État après avoir quitté la direction de Sciences-Po dans le sillage de l'affaire Duhamel, **Frédéric Mion** est recruté comme associé par le cabinet d'avocats d'affaires Gide Loyrette Nouel.

► **Alexis Zajdenweber** qui était le conseiller « économie, finances, industrie » auprès d'Emmanuel Macron et d'**Alexis Kohler** pendant le précédent quinquennat, après avoir été sous-directeur, chargé des participations énergie au sein de l'Agence des participations de l'État (APE) entre 2014 et 2017 (cf. notre dossier *Le Pacte de corruption*) est propulsé directeur général de l'APE en remplacement de **Martin Vial** qui rejoint, comme *senior advisor*, Montefiore Investment, la société de capital-investissement que préside **Éric Bismuth**.

► À l'origine, Emmanuel Macron souhaitait conserver **Alexis Zajdenweber** à ses côtés et avait proposé la direction de l'APE à **Jack Azoulay**, un inspecteur des finances ayant dirigé les cabinets d'**Emmanuelle Wargon** et de **Barbara Pompili**. Proposition qu'**Azoulay** avait décliné, préférant rejoindre, comme *senior partner*, le fonds d'investissement Argos Wityu (ex-Argos Sodic, issu du giron de la banque SG Warburg) aux côtés de **Sandra Lagumina** qui a quitté Meridiam une fois bouclée l'opération de rachat de Suez par Veolia (cf. *F&D* 508) avec la nomination de **Sabrina Soussan** à la tête du « nouveau Suez ».

► L'ancienne ministre des Armées **Florence Parly** (épouse de **Martin Vial**), un temps pressentie pour former un binôme avec **Luc Rémont** chez EDF (voir par ailleurs), attend un soutien de l'État actionnaire (donc de l'APE) pour prendre la présidence d'Air France-KLM où un tir de barrage des salariés rend sa nomination difficile, son parachute doré de 675 000 euros lors de son précédent passage chez Air France ayant laissé un souvenir amer.

► Ancien conseiller politique au sein d'En Marche!, **Killian Bourgouin** rejoint les affaires institutionnelles de Kering, le groupe de **François-Henri Pinault**.

EN HAUSSE



EN BAISSSE

■ **Gerhard Müller**. Démis de ses fonctions à la tête de la Congrégation pour la doctrine de la foi en 2017, le cardinal Müller ne mâche pas ses mots contre « le synode sur la synodalité » prévu à l'automne 2023. Sur la chaîne américaine EWTN (6 octobre), il tire la sonnette d'alarme contre un « Vatican III officieux » et une « prise de contrôle hostile ». Il avertit : « S'ils réussissent, ce sera la destruction de l'Église catholique ». À la manœuvre de cette offensive : **Mario Grech**, cardinal libéral et pro-LGBT, pro-secrétaire général du synode des évêques (considéré comme candidat papal alors que le Vatican bruisse d'une renonciation de **François**) ou encore le cardinal **Reinhard Marx** qui s'est distingué en célébrant une messe « queer » en amont de l'Assemblée synodale allemande.

■ **Jacques Attali**. Sa « liaison directe » avec **Mohammed ben Salmane** serait totalement pipeau selon Intelligence Online : Attali & Associés a échoué à décrocher le contrat de gestion de la communication de l'Arabie saoudite en France. Et s'il collabore avec **Gérard Mestrallet** à l'Agence française pour le développement d'al-Ula, ce dernier n'est même plus invité aux réceptions organisées par l'ambassadeur à Paris de ce royaume en passe de rejoindre les BRICS.

■ **Sandrine Treiner**. Arrêts de travail, signalements pour harcèlement moral, etc. : *France Culture* est en ébullition depuis qu'a été révélée par Libération « la politique de dénigrement généralisé » de l'omnipotente directrice de ce bastion de l'intelligentsia parfaitement décrit par **Renaud Camus**.



LOBBIES

✎ Gauche du capital. Rare article de fond publié par *M, le magazine du Monde* (15 octobre 2022) au sujet de l'Association française des entreprises privées (AFEP) à l'occasion de la fête organisée le 18 octobre au Centre Pompidou, pour les quarante ans de ce lobby patronal aussi discret que puissant (le MEDEF fait bien pâle figure à côté) fonctionnant par cooptation, étroitement lié au Club des Cent et regroupant « tout le CAC 40, et même un peu plus : les grandes familles actionnaires, comme les Peugeot, les Mulliez, les Pinault, les Decaux, les Wendel, en sont aussi adhérentes, par l'intermédiaire de leurs holdings. [...] Pour cet anniversaire, le premier à être officiellement célébré, plusieurs centaines d'invités sont attendus. Tous les grands patrons, bien sûr, mais aussi Emmanuel Macron, la Première ministre, Élisabeth Borne, les locataires de Bercy, Bruno Le Maire et Gabriel Attal en tête, ainsi que d'autres membres du gouvernement [...]. En 2012, lorsque François Hollande entre à l'Élysée, les grands groupes sélectionnent aussitôt des patrons étiquetés à gauche pour les représenter. Pierre Pringuet, ancien conseiller de Michel Rocard et patron de Pernod Ricard, fut désigné président, et d'autres furent mobilisés en renfort : Serge Weinberg, alors président du laboratoire Sanofi et ancien collaborateur de Laurent Fabius, Jean-Pierre Clamadieu, passé au cabinet de Martine Aubry et à l'époque à la tête de Solvay (chimie), ou encore le strauss-kahnien Paul Hermelin, PDG de Capgemini[...]. Avec un allié de poids : un certain Emmanuel Macron qui fait office de porte d'entrée des grands groupes auprès du chef de l'État. Le mandat socialiste a été, au final, bien plus favorable aux intérêts de l'AFEP que ses membres n'auraient pu s'y attendre. [...] Après la victoire d'Emmanuel Macron en 2017, l'AFEP n'a pas eu besoin de batailler beaucoup : le programme du nouveau président correspondait parfaitement au sien ».

► Chef de cabinet d'Olivier Véran au ministère de la Santé pendant le Covid-19, promue secrétaire générale du groupe Renaissance (macroniste) à l'Assemblée nationale depuis lors, Deborah Abisror de Lieme a précédemment dirigé l'European Union of Jewish Students à Bruxelles et coordonné les politiques publiques du B'nai B'rith au niveau européen.

► Jusqu'alors chargé de la santé mondiale, du développement et du numérique à la Représentation permanente de la France aux Nations unies, Thierry Peyroux, qui vient d'être nommé à la tête de la sous-direction Afrique orientale du Quai d'Orsay, était affilié à la loge La Reine de Saba n°835 de la Grande Loge Nationale Française (GLNF).

► Alexis Morel, directeur général de Thales Underwater Systems et le général Philippe Roos, conseiller Afrique et Moyen-Orient à la présidence de LafargeHolcim ont participé à la fin du mois d'octobre au séminaire « géopolitique mondiale sous le prisme de la Torah » organisé à la yechiva (école talmudique) parisienne du rabbin Gérard Zysek.

► Signe de l'effondrement du camp néoconservateur aux États-Unis (l'Ukraine n'est qu'un baroud d'honneur), le diplomate Richard Haass s'apprête à quitter la présidence du Council on Foreign Relations (CFR) où il avait été propulsé en juillet 2003 après avoir été un des principaux manœuvriers de l'invasion américaine de l'Irak à la direction de la planification politique au Département d'État. Richard Haass devrait toutefois conserver son siège au conseil d'administration de la banque Lazard Frères ainsi qu'au comité d'investissement de la Fondation Safra (financement de la communauté juive organisée).

► Nommé « ambassadeur aux droits LGBT+ », Jean-Marc Berthon est apparu au fil du temps comme un homme de confiance du couple Macron. Ancien du cabinet de Bernard Kouchner, passé par l'Institut français du Maroc, Jean-Marc Berthon était devenu le bras droit de Marlène Schiappa pendant le précédent quinquennat, après avoir rejoint l'Élysée en 2018 avec le titre de « conseiller aux droits de l'homme ».

► Dans le cadre du rachat de Twitter, la plus qu'influente Anti-Defamation League du B'nai B'rith désigne l'ennemi en dressant la liste des personnalités américaines « très médiatisées et dangereuses » qui « pourraient être autorisées à revenir sur Twitter ». Sont cités Donald Trump et son âme damnée Steve Bannon, le nationaliste chrétien Nick Fuentes, l'animateur de radio Alex Jones et Andrew Tate, un kickboxeur qui, bien que répondant aux critères de l'« intersectionnalité » (métis converti à l'Islam), a été banni pour son soutien à Donald Trump et pour « misogynie ».

► Avec un don de 2 millions de dollars, Jan Koum, le fondateur de la messagerie WhatsApp devient le plus gros pourvoyeur de fonds de l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le lobby israélien au Congrès des États-Unis, dépassant ainsi Haïm Saban, Paul Singer et Bernard Marcus. Installé à Paris où il s'est offert l'Hôtel de Fleury avenue Émile-Deschanel dans le VII^e arrondissement (70 millions d'euros), Jan Koum se consacre désormais exclusivement aux causes juives, ayant versé 140 millions de dollars pour la seule période 2019-2020, dont 6 millions pour Elad qui finance la colonisation à Jérusalem-Est.



PORTRAITS

>>(suite de la page 2)

Mais **Sébastien Lecornu** ne pèse pas sur le fond du « grand débat national ». Les thèmes fétiches de sa famille politique d'origine ont tout simplement été mis au rancart (identité nationale et immigration), voire bannis (remise en cause de l'IVG, de la peine de mort ou du mariage pour tous) pour laisser la place aux leitmotivs gazeux du macronisme (transition écologique, citoyenneté, etc.). Si sa promotion vise à renouer avec les corps intermédiaires (« *Bellota* », « *Giverny* » : les bandes de Lecornu pour réconcilier Macron et la province, *La Lettre A*, 22 février 2019), le malaise reste palpable. En témoigne le fait qu'aucun des dignitaires du Grand Orient de France n'aient daigné se déplacer pour assister à l'intervention du « ministre qui ratisse et retisse pour Macron » (*Libération*, 16 janvier 2019) au grand temple de la rue Cadet, le 24 juin 2019.

Désormais dans les petits papiers d'**Emmanuel Macron** qu'il abreuve en notes, le « mec de droite que les gens de gauche aiment bien » (**Sacha Houlié**, *Le Monde*, 5 février 2022) ne cache plus ses ambitions aux élections sénatoriales, à savoir la mise sur la touche de **François Patriat** le patron du groupe LREM au Sénat que l'on annonçait battu. Gros malin, il fait alors miroiter à Emmanuel Macron la constitution d'un puissant groupe centriste qui serait son tremplin pour occuper, à terme, la présidence de la chambre haute. Mais il échoue dans l'Eure (un seul siège remporté sur les trois en jeu), se met à dos nombre de sénateurs et renonce à siéger au palais du Luxembourg.

Nommé ministre des Outre-Mer du gouvernement Castex en 2020, sa description de la Nouvelle-Calédonie comme « partie d'une liste des territoires qui sont encore à décoloniser. On ne peut pas y échapper » (*Cnews*, 14 novembre 2021) et son évocation d'une « autonomie » de la Guadeloupe, n'empêchent pas un raz-de-marée RN dans les DOM-TOM. Ayant intégré le bureau exécutif de La République en Marche en juillet 2021, cet « ambitieux, angoissé, et taraudé par ce syndrome de l'imposteur » (*Le Monde*, 5 février 2022) devient une pièce maîtresse de la campagne présidentielle de 2022 (pilotée par **Alexis Kohler**), sans toutefois bénéficier du titre officiel de directeur de campagne. Lors des élections législatives, il organise avec **Gérald Darmanin** et **Thierry Solère** la pêche aux LR « constructifs », tout en les dissuadant de rallier Horizons, le parti d'**Édouard Philippe**.

Projeté aux avant-postes sur tous les dossiers brûlants du précédent quinquennat, loué par **Nicolas Sarkozy** et **Jean-Pierre Jouyet** mais dépeint par l'entourage de **François Bayrou** en « courtisan sans foi ni loi [...] qui vendrait du sable aux Bédouins » (*L'Express*, 21 juillet 2022), Sébastien Lecornu est promu, à seulement 36 ans, ministre des Armées, un poste particulièrement exposé dans le contexte de la guerre en Ukraine, d'autant que les auditions des chefs d'états-majors à huis clos cet été à l'Assemblée nationale ont montré les conséquences des « dividendes de la paix » chers à **Laurent Fabius**, à savoir une inaptitude de l'« armée bonsaï » (rapport d'information n° 5054 du 17 février 2022) à conduire une guerre de haute intensité (on consultera à ce sujet *La France et l'armée française face au conflit ukrainien*, **Jacques Hogard**, *Antipresse* n° 354).

BRAUN François. Ministre de la Santé et de la Prévention. Médecin, syndicaliste, né le 24 août 1962 à Belfort (Territoire-de-Belfort). Issu d'une famille de médecins militaires et de médecins généralistes aux origines belfortaines, mosellanes et tessinoises, marié à un médecin (**Marielle Baudet**, deux enfants), **François Braun** débute en 1984 comme médecin urgentiste à l'hôpital de Nancy, avant de rejoindre, en 1990, le Centre hospitalier de Verdun où il fait l'essentiel de sa carrière jusqu'en 2009. Par la suite, il est chef de service (2009-2022), puis chef du pôle urgence (2018-2022) à l'hôpital de Metz-Thionville, étant surtout occupé par ses fonctions de secrétaire général (2002-2014), puis de président (2014-2022) du syndicat SAMU-Urgence de France (concurrent de l'Association des médecins urgentistes de France présidée par **Patrick Pelloux**). Nommé en mai 2022 par **Emmanuel Macron** à la tête d'une « mission flash » sur les urgences, ce promoteur de la médecine de guerre entre au gouvernement après la défaite de **Brigitte Bourguignon** aux élections législatives. « Sa nomination n'a pas fait l'unanimité dans le monde hospitalier, tant sa vision de l'hôpital, plutôt libérale, est décriée tandis que son service dans l'est de la France dysfonctionne » (*Marianne*, 4 juillet 2022). Rémunéré entre 2015 et 2019 en tant qu'« expert » par **AstraZeneca**, il s'est immédiatement prononcé contre la réintégration des 15 000 soignants non-vaccinés, faisant de la France un des derniers pays à appliquer cette mesure.

Parfait inconnu, préféré aux « poids lourds » **Thomas Mesnier**, **Philippe Juvin** et **Jean Rottner**, ce novice sans expérience politique a été placé sous le contrôle direct de l'État profond par l'intermédiaire de **Carole Bousquet-Bérard**, sa directrice de cabinet qu'il n'a évidemment pas choisie puisqu'elle a été nommée avant lui. Précédemment, cette dernière était conseillère et chef du pôle Santé, Solidarité et Protection sociale au cabinet de **Jean Castex** à Matignon où elle fut nommée en mars 2021 en remplacement de **Marguerite Cazeneuve**, l'épouse du directeur de cabinet d'**Élisabeth Borne**, **Aurélien Rousseau** (F&D 511), devenue numéro 2 de la CNAM auprès de **Thomas Fatôme**, l'ancien directeur adjoint du cabinet d'**Édouard Philippe**. Accessoirement, Carole Bousquet-Bérard est l'épouse de **Paul Bérard** (connu à l'ENA au sein de la promotion **Émile Zola**), actuel directeur général adjoint des Services chargé des Finances à la région Île-de-France auprès de **Valérie Pécresse** dont il était le conseiller chargé des Finances sociales lors de son passage à Bercy pendant le quinquennat de **Nicolas Sarkozy**. Carole Bousquet-Bérard est surtout la belle-sœur de **Marguerite Bérard**, condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA, auteur d'une biographie d'**Emmanuel Genstein**, son grand-père juif russe (*Le Siècle d'Assia*, **Flammarion**, 2019), aujourd'hui directrice de la Banque commerciale en France de **BNP Paribas** et membre du comité directeur de l'Institut Montaigne après avoir dirigé le cabinet de **Xavier Bertrand** au ministère du Travail. Carole Bousquet-Bérard est aussi la belle-fille du préfet **Jean-Michel Bérard** et de **Marie-Hélène Genstein**, ancienne conseillère sociale de **Jacques Chirac**, pilier du club d'influence *Le Siècle*, PDG du fonds d'investissement **MHB SAS**, trésorière de la Fondation Chirac, de la Chambre de commerce France-Israël et membre du comité directeur du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF).



PORTRAITS

BRAUN- PIVET Yaël. Présidente de l'Assemblée nationale (4^e dans l'ordre de préséance). Femme au foyer, née **Yaël, Judith Braun** le 7 décembre 1970 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). D'une grande discrétion sur sa famille, elle ne mentionne pas ses parents au *Who's Who* et leur identité ne sort pas sur Internet. Élevée principalement dans le XVI^e arrondissement de Paris, elle est la fille d'**Alfred, Maurice Braun**, né le 30 décembre 1943 à Ayze (Haute-Savoie) et de **Miasa Aït Ouaret**. Au sujet de cette dernière, *Le Monde* (4 octobre 2022) rapporte qu'elle est « née d'un père inconnu, algérien, et d'une mère bretonne » et qu'elle a été « élevée par des beaux-pères violents, avant d'être confiée à la Ddass, à 14 ans. Plus tard, elle se convertira au judaïsme pour épouser l'homme qu'elle aime. Elle travaille comme sténodactylo, lui est employé d'une entreprise d'affichage. »

En 1993, Yaël Braun s'est associée à son père ainsi qu'à **Alexis, Georges Smatt**, un radiologue libanais, au sein d'Omphales, une société sise 4 rue Chauveau-Lagarde dans le VIII^e arrondissement de Paris ayant pour objet la conception de jeux de société (édition du jeu *Versailles*). La gérance de cette SARL a été confiée à son frère aîné, **Michaël Braun**, né le 1^{er} février 1967 à Nancy (Meurthe-et-Moselle). La même année, Alfred et Miasa Braun se sont portés caution solidaire de tous engagements d'une école de publicité, l'Institut Supérieur d'Art et de Publicité (Société ISAP), mais l'affaire a périclité, ce qui a conduit au nantissement de leur résidence à La Baule (SCI Braun) en 1998.

Avocat au barreau de Paris, Yaël Braun rejoint, en 1996, le cabinet de l'influent **Hervé Temime** qui restera son véritable « mentor » (*Décideurs Magazine*, 1^{er} septembre 2017) et s'efforcera de vendre aux journalistes son CV presque vide puisqu'elle a mis fin à sa carrière en 2003 (elle n'a plus jamais exercé depuis lors) pour devenir femme au foyer et élever ses cinq enfants (ce qui en fait un « OVNI » en Macronie) successivement à Taïwan, au Japon et à Lisbonne au gré des mutations de son époux, **Vianney Pivet**. Connus pendant leur scolarité au très huppé lycée Janson-de-Sailly (il avait précédemment été mis à la porte de Franklin), ce dernier a fait toute sa carrière à la direction des produits professionnels chez L'Oréal depuis sa sortie de l'ESSEC. Né le 11 mai 1970 à Lorient (Morbihan), Vianney Pivet est issu d'une famille de la bonne bourgeoisie catholique aux origines bretonnes et normandes. Descendant du vice-amiral **Louis-Joseph Pivet**, chef d'état-major de la marine qui s'illustra pendant la Première Guerre mondiale, il est notamment le fils de **Yann Pivet**, ingénieur général de l'Armement, ainsi que le beau-frère d'**Esther Pivet** (née **Godefroy**), fer de lance de la lutte contre la diffusion de la théorie du genre à l'école, coordinatrice du collectif VigiGender et auteur d'une *Enquête sur la théorie du genre* parue chez Artège Éditions en 2019.

Avec une mère algéro-bretonne et un époux catholique breton (leurs cinq enfants portent des prénoms purement celtiques), la relation au judaïsme et à la communauté juive de Yaël Braun-Pivet est donc extrêmement mince sinon inexistante. Ce qui ne l'empêche pas, bien au contraire, d'en faire des tonnes en se posant constamment en victime de l'antisémitisme. Elle s'est par exemple déclarée « très inquiète » de la candidature d'**Éric Zemmour** « parce que je suis une femme et parce que je suis juive » (*France Info*, 6 novembre 2021) après s'être présentée à l'*AFP* (1^{er} juillet 2018) comme une « descendante

de l'immigration slave, juive polonaise et juive allemande, avec des grands-parents entrés en France avec des visas touristes dans les années 1930 [NDA : **Kalmann Braun**, né le 26 août 1905 en Pologne et **Rosa Gelbart**, née le 3 mai 1918 en Allemagne, établis comme bonnetiers à Nancy après la Guerre]. » Dans *Libération* (3 février 2022), elle se dit « ni pratiquante ni croyante » mais affirme « célébrer en famille les fêtes juives, comme le faisait son père ». De cette famille mythifiée, elle affirme tirer une vision de la France « terre d'accueil et de tolérance faite de diversité et d'acceptation des différences » (*Le Nouvel Économiste*, 19 février 2021).

Électrice socialiste, Yaël Braun-Pivet a été trésorière de la microscopique section du PS à Tokyo avant de se détourner du parti, « écoeuvée par le débat sur la déchéance de la nationalité » (*Le Monde*, 4 octobre 2022). De retour en France en 2012, elle échoue à lancer une start-up dans le secteur du tourisme (Voyageurs aux Sources) avant de s'engager aux Restaurants du Cœur sous la houlette de **Lionel Heschlowicz**, trésorier de l'organisation dont elle devient responsable du réseau national d'accès à la justice. Un profil « société civile » qui lui vaut d'être investie face à **Jacques Myard** dans la 5^e circonscription des Yvelines (élue avec 59 % au deuxième tour).

Pure novice, « incarnation de l'imposture macroniste, portée par une majorité d'amateurs, recrutés dans un improbable vivier de candidatures internet » (*Libération*, 3 février 2022), ce symbole de l'amateurisme de la nouvelle chambre (*Le Monde*, 23 juillet 2017) est bombardé, sans doute en vertu de la « parité », à la présidence de la Commission des Lois, signe de l'effondrement total du rôle du parlement. Épinglée par *Le Canard enchaîné* pour avoir fait part de son souhait de ne pas siéger le mercredi pour s'occuper de sa famille et pour ne pas distinguer un « décret » d'une « loi », elle s'engage d'abord sur l'idée de prisons à sécurité allégée pour favoriser la réinsertion, puis se fait remarquer en sabordant la commission d'enquête sur l'affaire Benalla en bloquant la convocation des proches d'**Emmanuel Macron** – il n'y aura même pas de rapport –, ce qui lui vaudra une « casserole » décernée par l'association anticorruption Anticor.

Celle qui, en septembre 2018, a renoncé à sa candidature face à **Richard Ferrand** pour succéder à **François de Rugy** au « perchoir », est apparue au fil du temps comme fortement engagée en faveur de l'euthanasie, de la procréation médicalement assistée et de la censure de l'Internet. Cornaquée depuis la crise sanitaire par le communicant **Gaspard Gantzer** (condisciple d'Emmanuel Macron à l'ENA et ancien responsable des réseaux sociaux de François Hollande), signataire à la Fondation Jean Jaurès, d'un *Plaidoyer pour un Parlement renforcé*, elle entre brièvement au gouvernement comme ministre des Outre-Mer après l'élection présidentielle. Après la débâcle de Richard Ferrand aux élections législatives, cette fausse candidate prend la présidence de l'Assemblée nationale au nez et à la barbe de **Roland Lescure** qui était pourtant soutenu par l'Élysée. Ayant bien manœuvré en coulisse et cultivé une image d'ouverture trans-partisane (« fadasse mais très sympa » résume *Le Canard enchaîné*), elle a notamment fait valoir de bonnes relations tissées avec les élus du groupe Les Républicains, les seuls à pouvoir véritablement faire chuter le gouvernement.



POLITIQUE

EDF, on prend les mêmes... et on recommence ?

La nomination de **Luc Rémont** à la tête d'**EDF** n'est pas étrangère à son passage chez **Merrill Lynch-Bank of America** dont il dirigea les activités en France entre 2011 et 2014. Ce proche d'**Alexis Kohler** était en effet aux premières loges quand cette banque avait « conseillé » **Alstom** lors de la vente de sa branche énergie à **General Electric**. Or **EDF** s'apprête justement à racheter à prix fort **GE Steam Power**, c'est-à-dire les anciennes activités nucléaires d'**Alstom** que Luc Rémont avait lui-même contribué à céder.

Né le 7 septembre 1969 à Nancy (Meurthe-et-Moselle), Luc Rémont est issu de la bourgeoisie lyonnaise. Il est le fils d'une psychiatre et de **Bruno Rémont**, ingénieur et maire (UDF, puis UMP) de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône). Son épouse, **Sophie Rambaud**, est directrice de l'expertise chez **Bpifrance**. Ancien élève de l'**École polytechnique**, diplômé de l'**École nationale supérieure des techniques avancées**, il commence à la **Direction générale de l'armement** en 1993 avant de bifurquer à la direction du Trésor où il appartiendra successivement aux cabinets de **Francis Mer**, de **Nicolas Sarkozy**, d'**Hervé Gaymard** et de **Thierry Breton**.

« Luc Rémont a passé des années à s'occuper de privatisations, résume *Le Canard enchaîné* (12 octobre). Il s'est retrouvé au cœur des dossiers les plus chauds du moment : **Air France**, **SNCF**, **Areva**, **EDE**, sans oublier les autoroutes dont il a géré le passage au privé, et **Gaz de France** qu'il a fait fusionner avec **Suez** ». Fort de sa maîtrise des arcanes de Bercy et des meccanos industriels, il est recruté, en 2007 par **Merrill Lynch** où il grimpe rapidement les échelons, pour finalement s'en aller prendre la présidence de **Schneider Electric France** en 2014, dans la foulée de la vente de la branche énergie d'**Alstom** à **GE**.

Marianne (27 octobre) résume les questions soulevées par son arrivée chez **EDF** : « Assisté-on en coulisse au futur démantèlement de l'électricien national, à l'arrivée d'un nouveau plan **Hercule**, nom de code choisi avant le Covid pour scinder **EDF** en plusieurs entités ? [...] Un professionnel de l'énergie se fait cinglant : « On fait passer un démantèlement pour une nationalisation. C'est d'une perversité totale. » »

Dans le cadre de ces manœuvres, les époux **Pécresse** s'activent en vue de la nomination de **Jérôme Pécresse** à la tête des éoliennes d'**EDF**, comme le laisse entrevoir le soutien par le Sénat à la candidature de Luc Rémont parallèlement au départ de Jérôme Pécresse de **GE Renewable Energy**.

✦ Ayant validé, via le référé « liberté », les atteintes portées aux libertés fondamentales par le gouvernement sous prétexte de Covid-19 quand il présidait la section du contentieux du **Conseil d'État**, **Jean-Denis Combrexelle** est promu directeur de cabinet d'**Éric Dupond-Moretti**, l'ogre d'Outreau maintenu place Vendôme sur intervention personnelle de « **Brigitte** ».

► Dans le même ordre d'idées, **Charles Touboul** est promu à la direction des affaires internationales au **Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale** (SGDSN) du Quai d'Orsay (non sans remous en interne). Ce dernier s'était distingué comme directeur juridique du ministère de la Santé pendant le Covid-19, défendant à ce titre son ministère dans le cadre des recours devant le **Conseil d'État**, **Conseil d'État** dont il était le porte-parole quelques mois auparavant.

★ Nommé à la tête de la délégation de l'**Union européenne** à Moscou, **Roland Galharague** s'était distingué en expliquant qu'en Russie, « la racine du problème, c'est le régime » lors d'une réunion avec des officiels américains qui avait fuité en novembre 2010 sur **Wikileaks**.

► Les néoconservateurs conservent leur influence avec la nomination de **Nicolas Roche** à l'Ambassade de France en Iran. L'ancien directeur de cabinet de **Jean-Yves Le Drian** au Quai d'Orsay a pu compter sur sa proximité avec **Emmanuel Bonne**, l'incontournable conseiller diplomatique d'**Emmanuel Macron**.

✦ **Martin Briens**, autre membre éminent de la « secte » des néocons, passé par le cabinet de **Laurent Fabius**, la direction de la stratégie de la **DGSE** et la direction du cabinet de **Florence Parly** au ministère des Armées, mène une intense campagne pour succéder à **Bernard Emié** à la tête de la **DGSE**. Outre son affiliation au club **Le Siècle**, il compte également des relais en interne, notamment **Corentin Lancrenon**, ancien chef du bureau réservé du cabinet de Florence Parly, aujourd'hui à la direction des opérations de la **DGSE**.

► Signe de la priorité accordée à la relation avec Abu Dhabi (le projet d'installation de son fonds souverain **Mubadala** à Paris a pourtant été enterré au profit de Londres), **Xavier Chatel**, qui était ambassadeur aux Émirats arabes unis (et accessoirement condisciple d'**Emmanuel Macron** à l'**ENA**), remplace **Alice Rufo** au sein de la cellule diplomatique de l'Élysée.

► Le général **Éric Bucquet**, jusqu'alors directeur du renseignement et de la sécurité de la défense au ministère des Armées, rejoint le groupe pharmaceutique **Sanofi** comme directeur de la sûreté.



POLITIQUE

► Tandis que **Didier Lallement** est nommé secrétaire général de la mer, son directeur de cabinet à la préfecture de police de Paris, le préfet **David Clavière**, prend la tête du Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS), le très stratégique (et très maçonnique) organe de régulation du secteur.

✱ Battue dans la 9^e circonscription des Français de l'étranger (0,52 %), la franco-marocaine **Rachida Kaaout**, élue macroniste à Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne), a été chargée de piloter un Haut-commissariat des diasporas africaines de France qui œuvre à l'ouverture du droit de vote des étrangers aux élections municipales de 2026.

► Chef adjoint du cabinet de **Bruno Le Maire** à Bercy, **Shannon Seban** devient consultante senior en stratégie chez Attali & Associés, le cabinet de **Jacques Attali**.

► Parmi les mouvements intervenus à l'Autorité des marchés financiers (AMF) dans le sillage du départ de son président **Robert Ophèle** (par ailleurs beau-père de **Julien Denormandie**), signalons le recrutement par BlackRock de **Julie Ansidei** qui dirigeait l'unité « Stratégie et Finance durable » de l'AMF.

✱ Jusqu'alors adjoint au chef du bureau de l'endettement international au Trésor, **Jean-Baptiste Brasseur** devient conseiller économique à Kiev.

► Ancienne collaboratrice des socialistes **Claude Bartolone** à la présidence de l'Assemblée nationale et d'**Anne Hidalgo** au secrétariat général de la Ville de Paris, **Aurélié Robineau-Israël** rejoint **Éric Lombard** à la Caisse des Dépôts et Consignations dont elle sera la directrice des ressources humaines.

► **Thibaud Frossard**, ingénieur des mines, ancien conseiller « approvisionnement stratégique » au cabinet d'**Agnès Pannier-Runacher** à Bercy est nommé directeur du cabinet d'**Aïman Ezzat**, le directeur général de Capgemini.

► **Thibaud Frossard**, par ailleurs membre du comité de rédaction de la Fondation Terra Nova, remplace **Jonathan Nussbaumer**, l'ancien conseiller « industrie, commerce et artisanat » d'**Édouard Philippe** à Matignon. Le cabinet de conseil Capgemini a totalisé 1,1 milliard d'euros depuis 2017 selon *Le Monde* (4 juillet 2022) qui rappelle sa communication sur sa contribution bénévole au développement de l'application de traçage *StopCovid* et le cas de **Cédric Bonamigo**, transfuge de Capgemini qui, à peine nommé à la tête du service des correspondances de l'Élysée, participa à la rédaction d'un marché public qui allait être attribué à son ancien employeur.

Marie-Anne Barbat-Layani, une lobbyiste des banques à l'AMF

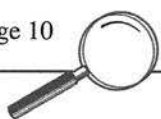
À la tête de l'Autorité des marchés financiers (AMF), la nomination de **Marie-Anne Barbat-Layani**, jusque-là secrétaire générale du ministère de l'Économie et des Finances, a de quoi interroger quant à l'indépendance du gendarme des marchés financiers. Cette dernière a précédemment dirigé la Fédération bancaire française et l'Association française des banques, c'est-à-dire le lobby bancaire. Passée logiquement de l'UMPS (ancienne du cabinet du socialiste **Christian Sautter** à Bercy et de **François Fillon** à Matignon) à la Macronie, ce membre du club Le Siècle est l'épouse de **Stéphane Layani** (affilié à la loge Le Chantier des égaux - Raphaël Bliard n° 3170 du Grand Orient de France), passé par divers cabinets socialistes et la direction de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs avant de prendre la présidence du marché de Rungis qu'il occupe depuis 2012.

► La mise en lumière de l'imbrication systémique entre la Macronie et McKinsey ayant débouché sur l'annonce de l'abandon par le cabinet de conseil américain de ses activités en rapport avec la fonction publique en France, **Karim Tadjeddine** se recycle dans le capital-risque chez Partech (émanation de BNP Paribas) dont le patron **Philippe Colombel** fut un « poisson-pilote » lors de la levée de fonds d'**Emmanuel Macron** en 2017.

► Numéro 2 de la cellule Afrique de l'Élysée depuis 2017, **Marie Audouard** pantoufle chez Accor, géant de l'hôtellerie implanté dans plus de vingt pays d'Afrique. Elle dirigera le cabinet du PDG **Sébastien Bazin**.

► **Jean-Pierre Jouyet**, qui émarge déjà chez Lysios Public Affairs (« expert associé ») et chez Covéa (« administrateur référent »), est coup sur coup recruté par Barber Hauler Capital Advisers (cabinet de conseil en fusions et acquisitions) comme *senior advisor* ainsi qu'à la présidence du comité stratégique du fonds de *private equity* Meanings dans le sillage de la reprise de l'ex-Meeschaert Capital Partners par le fonds LFPI (issu du giron de Lazard), spécialisé dans les actifs non cotés.

► Ancien secrétaire général de l'Élysée de **François Hollande** (il a été, en juin, témoin de son mariage avec **Julie Gayet** aux côtés du chirurgien **Jean-Louis Audren**), **Jean-Pierre Jouyet** arrive au comité stratégique de Meanings aux côtés de **Brune Poirson**, ancienne secrétaire d'État auprès du ministre de la Transition écologique, aujourd'hui responsable du développement durable du groupe Accor et administratrice de Getlink (ex-Eurotunnel).



KIOSQUE

✱ Anne Hidalgo, Éric Dupond-Moretti, Gérard Darmanin, Jean-Michel Blanquer, Cyril Hanouna, Maurice Lévy, Stéphane Fouks, Bernard-Henri Lévy, Marc-Olivier Fogiel, Denis Olivennes, Jacques Attali, Jean-Paul Enthoven, François Heilbronn, Laurent Wauquiez, Xavier Bertrand, Éric Ciotti, Meyer Habib, Nicolas Domenach, Christophe Ono-dit-Biot, Zabou Breitman, Richard Malka, Francis Szpiner, Christophe Barbier ou encore Sébastien Chenu et Jean Messiha constituent la liste non exhaustive des personnalités présentent le 5 septembre dernier à la sauterie organisée par Patrick Drahi au Palais de Chaillot (il fallait lire *Tribune juive* pour en être informé). Ce qui explique le silence en France des médias et de la classe politique quant à la fuite massive sur Internet, à la fin du mois d'août, de documents relatifs au groupe Altice. À l'exception notable du site *reflets.info* qui s'est vu interdire par la justice de « publier de nouvelles informations » afin de « faire cesser un dommage imminent, résultant d'une menace avérée [sic] ».

► S'il a quitté la présidence de TF1 après l'échec de la fusion avec M6, Gilles Pélisson reviendra en février 2023 au sein du Groupe Bouygues en tant que directeur général adjoint chargé des médias et du développement auprès de Martin Bouygues dont il reste proche (les deux dînent au Club des Cent). En fait, le remplacement de Gilles Pélisson par Rodolphe Belmer chez TF1 doit se comprendre comme un énième épisode de la guéguerre que se livrent depuis vingt-cinq ans Martin Bouygues et Vincent Bolloré, ce dernier ayant débarqué en 2015 Rodolphe Belmer de Canal+, Canal+ qui est aujourd'hui en conflit avec le Groupe TF1 quant à l'accord de distribution de ses chaînes...

► Aucun changement à attendre du côté de la ligne éditoriale avec l'arrivée, le 1^{er} janvier 2023, de Julie Burguburu comme secrétaire générale du Groupe TF1 (c'est-à-dire numéro 2) en remplacement de Didier Casas (devenu secrétaire général du groupe Bouygues), un franc-maçon qui avait intégré le pôle « idées » d'En Marche! en 2017. Ancienne collaboratrice des socialistes Bernard Cazeneuve et Claude Bartolone, Julie Burguburu est accessoirement la fille de Jean-Marie Burguburu, ancien bâtonnier de l'ordre des avocats du barreau de Paris, et de Danièle Burguburu, une très proche de François Mitterrand qui fut propulsée secrétaire générale du Conseil supérieur de la magistrature.

► Plume de Pap Ndiaye au ministère de l'Éducation nationale, la romancière Cloé Korman est la fille de l'avocat Charles Korman qui présida la fédération parisienne de la LICRA dans les années 1990.

► Pour sa nomination comme porte-parole du parti présidentiel Renaissance, Loïc Signor, un journaliste passé par *L'Opinion* et *CNews*, a pu compter sur son épouse Marion Beyret qui fut l'attachée de presse d'Emmanuel Macron à l'Élysée. Loïc Signor est aussi très proche de William Galibert, chargé du suivi de l'Élysée à RTL et compagnon de Sybil Gerbaud, la conseillère presse et communication de François Hollande.

✱ Vice-présidente du conseil d'administration du groupe Accor, Iris Knobloch, qui prendra en 2023 la suite de Pierre Lescure à la tête du Festival de Cannes, est membre du club Le Siècle et siège au conseil de la banque Lazard (c'est ainsi qu'elle s'est associée à la famille Pinault et à Matthieu Pigasse au sein du SPAC I2PO pour faciliter la cotation de Deezer). Elle est la fille de Charlotte Knobloch, ancienne présidente du Zentralrat (équivalent du CRIF en Allemagne) et vice-présidente du Congrès juif européen.

► Ancienne rédactrice en chef de *Reporters sans frontières* (qui donne des leçons à la terre entière en matière de liberté de la presse), Virginie Dangles rejoint Anne Hidalgo pour s'occuper du service de presse de la Ville de Paris.

► Jusque-là journaliste à Europe 1 où il était chargé du suivi de Reconquête! et du RN, Victor Chabert a été recruté par Marine Le Pen pour s'occuper des relations avec les médias du groupe à l'Assemblée nationale. Venu du PS, il est l'ancien assistant parlementaire de Luc Carvounas, sénateur PS (homosexuel) du Val-de-Marne.

► Thomas Thévenoud, l'éphémère secrétaire d'État du gouvernement Valls, condamné en 2019 à trois ans d'inéligibilité pour fraude fiscale n'a pas perdu au change: directeur du pôle « affaires publiques et Corporate » de l'agence d'influence Gen-G, il est parallèlement directeur délégué de la revue politique *Charles* et conseiller éditorial aux éditions *Le Cherche Midi*.

► Pavel Durov, le créateur et propriétaire de l'application de messagerie Telegram accuse son concurrent WhatsApp d'être « un virus programmé sciemment pour donner aux services secrets américains un accès permanent à l'intégralité des données du téléphone sur lequel elle est installée. »

► La communication de Kylian Mbappé est assurée par l'agence Patricia Goldman.

► « C'est pas gagné ». Dernier du classement de Ligue 1, le SCO d'Angers vient de recruter l'islamologue Mohamed Sifaoui pour assurer sa communication.



KIOSQUE

► Chez Culture & Racines (www.cultureetracines.com), sortie de *L'Esprit de Stanley Kubrick* de **Philippe de Vulpillières**, un essai cinéophile sur les mécanismes et les séductions de l'esprit du Lupanar et comment le réalisateur américain **Stanley Kubrick** (1928-1999) en est arrivé à le percevoir et à le glorifier (496 pages, 25 euros).

► Avec *Blanc. Histoire d'une couleur* (Seuil, 2022), **Michel Pastoureau** propose son sixième ouvrage – toujours aussi passionnant – consacré à l'histoire des couleurs en Europe, de l'Antiquité à nos jours. Le blanc, couleur à part entière, a toujours joué un rôle de premier plan dans la vie quotidienne et dans le monde des représentations avec une très grande richesse symbolique bien plus positive que négative l'associant à la pureté, la virginité, l'innocence, la sagesse, la paix, la beauté et la propreté (nombreuses illustrations, 240 pages, 39,90 euros).

► La nouvelle livraison (n° 39, septembre 2022) de l'excellent magazine littéraire *Livr'arbitres* (**Patrick Wagner**, 36 bis, rue Balard, 75015 Paris et <http://livrarbitres.com>) contient, entre autres, un grand portrait du journaliste et essayiste **Paul Sérant** (1922-2022), un dossier sur les écrivains de Provence (**Jean Giono**, **Marcel Pagnol**, **Jacques Audibert**, **André Suarès**, **René Char** et **Maurice Blondel**), des entretiens avec **Jean-Pierre Cousteau**, fils du journaliste **Pierre-Antoine Cousteau** (1906-1958) et **Maxime Dalle**, animateur de la revue *Raskar Kapac* (<https://raskarkapac.com>) (168 pages, 12 euros).

► Avec *L'Autre famille royale* (Éditions Passés/Composés, 2022), l'historienne **Flavie Leroux** revient sur le rôle des bâtards et des maîtresses au cœur de l'histoire monarchique. D'abord famille de substitution sous **Henri IV**, avec **Gabriel d'Estrées** et les **Vendôme**, ils s'imposent ensuite, avec **Henriette d'Entragues**, **Louise de La Vallière** ou encore **Madame de Montespan**, comme une famille parallèle que le roi garde auprès de lui et impose aux côtés de sa lignée légitime (272 pages, 22 euros).

► Jusqu'au 29 janvier, au Musée de l'Armée (Hôtel national des Invalides, 129, rue de Grenelle, 75007 Paris), première exposition jamais consacrée aux forces spéciales françaises, leur fonctionnement, leurs équipements et leur évolution de la Seconde Guerre mondiale à nos jours (tous les jours de 10h à 18h, nocturne le mardi jusqu'à 21h, entrée 14 euros).

► Aux Éditions du Lore (www.ladiffusiondulore.fr), sortie de *Pages russes*, un recueil d'articles de **Robert Steuckers** consacrés à la question russe au sens large (396 pages, 30 euros).

► Avec *Les Jaunes, un syndicalisme tricolore* (Éditions La Nouvelle Librairie, 2022), l'historien **Didier Favre** revient sur l'émergence, au début du XX^e siècle, des syndicats jaunes, un syndicalisme de droite populaire et cocardière porté par **Pierre Biétry** (1872-1918) et **Gaston Japy** (1854-1936), fondé en opposition au syndicalisme révolutionnaire et doté de sa propre matrice idéologique, le « propriétéisme » (179 pages, 15,50 euros).

► Dans *Le Déclin d'un monde* (Éditions L'Artilleur/Bernard Giovanangeli, 2022), **Jean-Baptiste Noé**, rédacteur en chef de la revue *Conflits*, nous plonge au cœur des affrontements et des rivalités en 2023 (conflits inter-étatiques, conflits asymétriques, guerre économique, terrorisme, guerre du droit, guerre de l'espace, etc.) et nous propose une prospective pour les années à venir (cartes et graphiques, 288 pages, 22 euros).

► Avec *La Guerre juste* (Éditions des Cimes, 2022), **Jean-François Chemain**, agrégé d'histoire, revient, avec érudition, sur la naissance et le développement de la notion de guerre juste dans l'Antiquité romaine, façonnée au contact de la magie, des religions romaine puis chrétienne et du droit (préface de **Yann Le Bohec**, 454 pages, 25 euros).

► Chez Ars Magna (BP 60426, 44004 Nantes Cedex 01 et www.editions-ars-magna.com) sortie de *La Légion nationale belge* de **Lionel Baland**, une histoire du mouvement d'ordre nouveau nationaliste belge fondé en 1922, par **Henry Graff**. Profondément anti-allemand, il entrera dans les réseaux de résistance pendant la Seconde Guerre mondiale. Plusieurs de ses membres seront exécutés par les Allemands et son dirigeant **Paul Hoornaert** décèdera en déportation (238 pages, 28 euros).

► La livraison d'été 2022 de la revue thomiste *Le Sel de la terre* (La Haye aux Bonshommes, 49240 Avrillé), propose, entre autres, deux études, une sur *Dieu est-il la cause finale de tout?* du frère **Pierre-Marie** et l'autre sur *L'inversion des fins du mariage et sa conséquence en matière d'éducation* de **François Trouillet**. Intéressant article *La religion maçonnique encouragée à Astana* sur la participation du pape **François**, en septembre dernier, au 7^e congrès des dirigeants des religions mondiales et traditionnelles organisé au Kazakhstan (184 pages, 15 euros).

► Chez Kontre Kulture, belle réédition des *Fables* de **Jean de La Fontaine**, publiées à partir de 1668 et toujours considérées comme un des chefs-d'œuvre de la littérature française (illustrations de **Gustave Doré**, reliure cartonnage illustrée, 608 pages, 35 euros).



POLITIQUEMENT INCORRECT



✱ En Algérie, les autorités ont fait fermer l'antenne locale de Caritas Internationalis (soutenue par le Secours Catholique) car son assistance aux migrants subsahariens contrevenait au virage répressif adopté par Alger dans sa politique migratoire.

✱ En France, l'élue LR **Béatrice Berthoux** s'est insurgée contre la « récupération » du site FDesouche après la publication d'un écho sur la condamnation à six ans de prison d'« **Amar M.** » (quatorze mentions au casier judiciaire) qui, à 140 km/h au volant d'une Audi RS6, avait fauché et tué sa fille **Charlotte Berthoux**, une étudiante en médecine âgée de 27 ans, avant de prendre la fuite.

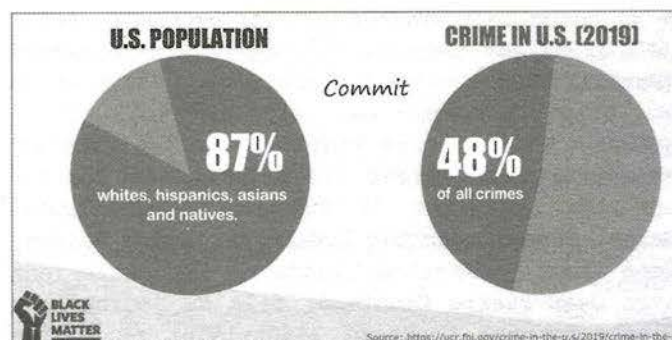
✱ Une famille en or. Aucun média n'a couvert le procès de **Lionel Bordeaux**, jugé pour agression sexuelle et corruption de mineur après un signalement de sa compagne pour des attouchements sur leur fils de quatre ans. Successivement chargé de la communication de **Lionel Jospin**, de **Claude Bartolone**, de **Bertrand Delanoë**, de **François Hollande** et de **Laurent Fabius** (comme secrétaire général adjoint de la COP21) avant d'œuvrer à la Convention citoyenne pour le climat mise en place par **Emmanuel Macron**, **Lionel Bordeaux** est le fils de **François-Xavier Bordeaux**, banquier, chef de file des socialistes bordelais, condamné en 2012 à un an de prison dans l'affaire dite « des notables de Bordeaux » pour avoir tenté de spolier une riche octogénaire avec la complicité d'une cartomancienne.

✱ Le pharmacien amiénois, qui avait consulté le statut vaccinal d'**Emmanuel Macron** et montré qu'il n'avait pas été vacciné le 31 mai 2021 comme annoncé (l'Élysée a plaidé une « erreur de saisie »...), a été blanchi par ses pairs devant la chambre disciplinaire de l'Ordre national des pharmaciens.

✱ Triangulation. À peine mis sous pression par les associations juives pour avoir arboré un drapeau palestinien dans son bureau, **Azzédine Taïbi**, le maire PCF de Stains (Seine-Saint-Denis) s'est empressé de donner le change en demandant la dissolution de l'Action française qui avait protesté contre l'initiative de donner à une rue de la commune le nom de **Khadija bint Khuwaylid**, la première épouse du fondateur de l'Islam.

✱ Dans l'affaire **Jacques Bouthier**, du nom du patron d'Assu 2000 accusé d'avoir recruté des adolescentes pour assouvir ses penchants pédocriminels, la couverture médiatique s'est considérablement réduite depuis qu'a été établi que, pour étouffer l'affaire en « exfiltrant » une victime, ce gros courtier en assurances avait recruté **Christian Giroud**, un ancien du GIGN devenu garde du corps personnel de **David de Rothschild**.

✱ Contesté dans la communauté afro-américaine par le rappeur **Kanye West** et miné en interne par une série de plaintes contre la direction du mouvement pour des détournements de fonds, Black Lives Matter s'emmêle les pinceaux dans sa communication en publiant un graphique montrant que les Afro-Américains représentent 52 % de la criminalité pour seulement 13 % de la population.



✱ Alors qu'ils figuraient dans les listes de la Commission européenne visant les produits russes à l'export, les diamants –qui alimentent à hauteur de 1,8 milliard de dollars par an l'industrie anversoise– ont bizarrement été retirés de la mouture finale du huitième paquet de sanctions.

✱ **Martine Wonner**, l'ancienne députée macroniste de la 4^e circonscription du Bas-Rhin (Truchtersheim), entrée en dissidence pendant le Covid-19, lâche une bombe en racontant la première réunion du Conseil scientifique à laquelle participait **Didier Raoult**: « Pourquoi il n'est pas resté? C'est très simple: au bout de cinq minutes est arrivé **Emmanuel Macron** accompagné du président de Gilead Sciences France qui a posé sur la table une boîte de Remdesivir en disant "le traitement du Covid, ce sera ça!" ».